

qui demanderont de longues années pour plusieurs raisons : d'abord parce que l'abandon de pratiques héritées ne peut se faire que lentement, en raison de la pesanteur des générations dominantes dans la vie intellectuelle ; ensuite parce que la reconnaissance même du fait culturel fait encore problème pour certaines écoles historiques qui sont beaucoup plus attachées à l'exploration des réalités politiques et économiques ; enfin parce que les historiens qui s'occupent de cultures entrent, universitairement parlant, en concurrence avec leurs collègues littéraires et historiens de l'art, dont ils piétinent les plate-bandes ; même s'il est vrai que leur lecture des œuvres et des mouvements artistiques n'est pas identique, il n'en reste pas moins qu'en termes de chapelles et de cuisines universitaires, les frontières ne sont point faciles à tracer. Il n'en reste pas moins que l'histoire sociale et culturelle est une discipline d'avenir, pour une simple et grande raison : elle exerce un attrait croissant sur les jeunes générations d'historiens ; elle est même capable de susciter la réunion de colloques qui lui sont spécifiquement consacrés comme celui-ci.

Robert MANDROU

### *L'histoire des idéologies québécoises : quinze ans de réalisations*

Dans l'ensemble de la littérature historique québécoise, l'histoire des idées en tant que province autonome de Clio représente une fraction assez mince de la production totale. L'inflation dans ce domaine est de date récente. Les commentaires qui suivent ne s'appliquant pas, sauf exception aux travaux des « littéraires », nous sommes en présence d'une production imprimée moins importante qu'on ne croit.

Depuis le moment où j'a pu en observer sur le vif les réalisations, l'histoire des idées a connu un destin qui témoigne d'un certain progrès des méthodes, mais également d'un piétinement certain propice à la redite, à la banalité, voire à la sclérose intellectuelle. Dans mes moments pessimistes, je me prends à souhaiter un temps d'arrêt, un moratoire pour ce genre à la problématique mal assurée. Car enfin, cette aisance avec laquelle on identifie encore souvent chez nous histoire des idées et histoire des mentalités n'est-elle pas un indice de la fragilité des postulats méthodologiques ? Si je ne m'abuse, celle-ci s'intéresse bien davantage aux comportements et aux croyances que ne le font les collectionneurs des émanations idéologiques. L'étude des idéologies serait-elle devenue le carrefour de la facilité, l'avenue sans embûche pour des étudiants en mal de fabriquer des thèses, ou pour des professeurs satisfaits de diriger des recherches sans éventuel incident de parcours ?

L'histoire des idées au Québec a d'abord suivi l'approche dite des influences, principalement des influences européennes. Il s'agissait pour les pionniers du genre comme Marcel Trudel (*L'influence de Voltaire*), Pierre

Savard, Claude Galarneau, Philippe Sylvain et Séraphin Marion (*Lettres canadiennes d'autrefois*) de retracer les retombées canadiennes des grands courants d'idées européennes. Résumer les arguments, les comparer à l'occasion avec ceux des idéologues d'outre-mer, telle était la tâche des ouvriers de la première heure<sup>1</sup>. À la limite, heureux qui pouvait dénicher le plagiat d'un philosophe du XVIII<sup>e</sup> siècle ou d'un ténor ultramontain du vieux continent.

Cette perspective s'inspirait beaucoup plus qu'on ne pense de la tradition positiviste. Car elle ne pouvait pas révéler le poids relatif de l'idéologie, les productions et les récepteurs du message dans la totalité sociale, encore moins l'articulation des arguments aux groupes sociaux.

Au milieu des années 1950, Fernand Dumont signalait les lacunes de la méthode des influences<sup>2</sup>. Le moment n'était-il pas venu de retracer en fonction des structures et de la conjoncture locales les mobiles de l'importation d'idées ? Fernand Ouellet dont les premiers travaux confinent à l'histoire intellectuelle devait fournir une éloquente réponse à la suggestion du sociologue. Il a su découvrir pourquoi les nouvelles classes moyennes québécoises, à partir du début du XIX<sup>e</sup> siècle, ont importé, en l'adaptant à la situation locale, la pensée libérale et démocratique des États bourgeois occidentaux. Le désir d'ascension sociale du groupe, sa volonté de se hisser au rang d'élite nationale, de dérober le pouvoir au clergé et à la grande bourgeoisie marchande sont à l'origine des importations idéologiques. Avec les travaux de Ouellet, nous sommes en présence d'une histoire des idées qui ne fait plus abstraction de la totalité sociale, de la position des groupes dans la lutte pour le pouvoir. Désormais, le discours idéologique était replacé dans le contexte de la lutte des classes.

Paradoxalement, Fernand Dumont, le promoteur d'une histoire sociale des idées, est à l'origine d'une approche récente qui s'apparente à la perspective des pionniers<sup>3</sup>. Les marxistes l'ont qualifiée d'idéaliste. N'étant pas familier avec la théorie marxienne et néo-marxienne, je ne risquerai pas de m'enfarger dans le vocabulaire. Je dirai les choses plus vulgairement. L'histoire des idées telle que pratiquée par Dumont et ses disciples me paraît prématurée. Faute de connaître la position des groupes producteurs d'idéologies, cette histoire en est souvent réduite à l'examen de la structure interne du discours idéologique. N'est-ce pas Marx qui a dit : lorsque l'on pense quelque chose, il faut se demander pourquoi on le pense. De là l'importance de bien connaître la situation, l'identité des idéologues, leurs assises économiques, leur position relative dans l'échelle sociale, le degré de prestige dont ils jouissent, la part qui leur revient dans la distribution du pouvoir. L'historien des idées doit enfin tenir compte des élé-

<sup>1</sup> Dans son *Tardivel*, Savard a signalé la témérité de cette histoire des idées en l'absence d'une « histoire infrastructurelle » (*Jules-Paul Tardivel... P.U.L... 1967*, p. 4). Un compte rendu de son livre paru dans les *Archives de sociologie des religions* marquait les limites de sa problématique.

<sup>2</sup> « Sociologie d'un diocèse canadien : Aspects méthodologiques », Rapport de la Soc. Canad. d'histoire de l'Église, 1956-57, p. 38.

<sup>3</sup> Au lieu de retenir les grands événements, on tente de découvrir la structure des idéologies à partir d'une grille de lecture que tous connaissent.

ments conjoncturels qui influencent les concepts, les jugements de valeurs, la vision du monde véhiculée par les idéologies. Faute d'avoir recherché, ne fût-ce qu'à titre provisoire, l'ensemble des conditionnements qui, dans la totalité sociale, expliquent l'orientation des idéologies québécoises, André Bélanger<sup>4</sup> s'est ainsi contenté de résumer les arguments du groupe nationaliste de sorte qu'on est en présence d'une « histoire valable pour toutes les époques de l'histoire québécoise » suivant le jugement de Léon Dion<sup>5</sup>. Cette approche n'est pas de nature à satisfaire qui veut savoir dans quel milieu social s'est incarnée cette idéologie politique. Du reste, s'il avait parcouru les grands quotidiens des années trente, Bélanger aurait probablement retrouvé maintes références au rôle proposé pour l'État dans l'organisation socio-économique de type capitaliste.

Pour illustrer ma critique des orientations récentes<sup>6</sup>, un exemple me vient à l'esprit: celui de l'idéologie agriculturiste. On a « démontré », vous ne l'ignorez point, et ce à des intervalles assez rapprochés, que les Canadiens français ont été en même temps agriculturistes (Brunet) et industrialistes (William F. Ryan, Joseph Levitt). Qu'est-ce à dire sinon qu'aucun des chercheurs en cause n'a retracé l'identité des témoins interrogés pour bâtir la preuve. Le hasard dans les deux cas a présidé à la confection d'une série de témoignages concordants. Mais pourquoi donc Errol Bouchette et monseigneur Louis-Adolphe Pâquet partageaient-ils des vues contradictoires sur la répartition idéale des secteurs économiques au début du siècle? On trouvera peut-être la réponse dans un examen attentif des structures socio-économiques alors en pleine mutation, en ce début de la révolution industrielle. D'autre part, c'est en inventoriant toute la production idéologique, géographiquement et socialement différenciée, ou encore en recourant à l'échantillonnage que l'on pourra saisir le poids relatif de l'agriculturisme et de l'industrialisme dans la totalité du discours idéologique québécois. En troisième lieu, il faudra pouvoir identifier, dans la mesure du possible, l'auditoire récepteur du message idéologique. Enfin, les pressions conjoncturelles de même que la condition ouvrière et paysanne à tel moment historique ne sont pas sans influencer les préférences des classes moyennes pour l'agriculture ou l'industrie. On pourrait allonger la liste des conditionnements concrets de l'existence des groupes qu'il faut repérer pour mettre en perspective sociologique le contenu du message idéologi-

<sup>4</sup> *L'apolitisme des idéologies québécoises. Le grand tournant des années 1934-1936*, P.U.L., 1974.

<sup>5</sup> *Nationalisme et politique au Québec*, Montréal, HMH, 1975, p. 18.

<sup>6</sup> J'aurais tort d'en revendiquer la paternité. Au Québec, Jean-Paul Bernard, parmi d'autres, l'a évoquée ici et là, principalement dans *Les idéologies québécoises au 19<sup>e</sup> siècle* (Boréal Express, 1973) dont il est l'éditeur. Déjà dans son livre sur les Rouges, il essayait, sans toujours y parvenir, de cerner le « poids » et l'influence du groupe radical par rapport aux détenteurs du pouvoir politique et économique. La thèse de Nadia Eid sur les ultramontains poursuit dans une direction analogue. Voir Nadia FAHMY EID: « Ultramontanisme, idéologie et classes sociales », *R.H.A.F.*, 29, I (juin 1975), pp. 49-68. L'auteur définit le clergé du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle comme une classe sociale dont l'idéologie ultramontaine constituerait la superstructure, à une époque de transition entre le mode de production « féodal » et l'économie capitaliste. La solidité des éléments théoriques de la thèse ne fait toutefois pas oublier que la connaissance du clergé de l'époque dans ses conditions concrètes d'existence n'est même pas encore sérieusement amorcée.

que. En somme, pour cerner l'articulation ou l'écart qui sépare la vie rêvée des idéologues et le destin concret des groupes au sein de la société globale, il faut pouvoir disposer d'une connaissance au moins approximative des revenus, de leurs sources, des genres de vie, des comportements, en somme de la culture vécue de chaque segment de la formation sociale. Mais laissons-là ces réflexions. Elles avaient pour objet de mettre en relief la fragilité des réalisations.

Résumons notre argumentation. L'histoire des idées ne saurait s'en tenir à une synthèse des arguments. Le résumé de lectures demeure une étape transitoire<sup>7</sup>. Il faut dépasser ce niveau d'analyse descriptive. Mais n'allons surtout pas croire que le dépassement peut être assuré par cette pratique insidieuse encore vivace qui consiste à juger les idées prétendant par là les interpréter (je songe ici à l'ouvrage de Richard Jones sur *L'Idéologie de L'Action catholique (1917-1939)*, Québec, P.U.L., 1974). Il faut découvrir le rapport des idées aux groupes sociaux, sans quoi l'ambition de totalité chère aux historiens d'aujourd'hui n'est qu'un vain mot.

Grâce aux recherches de Fernand Ouellet, ainsi qu'aux multiples travaux qu'elles ont suscités en histoire économique et sociale, l'historien des idéologies dispose désormais d'une connaissance provisoire suffisante des arrières-plans pour relier le discours idéologique aux éléments du système social jusque vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. À défaut de monographies, ces synthèses provisoires ont permis à Jean-Louis Roy de découvrir la distance qui sépare la pratique commerciale du libraire Fabre de ses convictions politico-sociales<sup>8</sup>. Elles ont également rendu possible l'étude de Claude Galarneau (deuxième manière) sur *La France devant l'opinion canadienne (1760-1815)*, Québec, P.U.L., 1970.

Pour la période qui va du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours, les historiens des idéologies ne disposent pas encore d'études d'ensemble comparables à celles de Maurice Séguin, Fernand Ouellet, Gilles Bourque, Stanley Ryerson et Wallot-Paquet. Les travaux de Faucher, Roby et Hamelin sont trop exclusivement économiques pour laisser entrevoir la mosaïque sociale dans toute sa complexité. De là la difficulté d'identifier la position relative des « classes » et partant les auteurs des messages idéologiques. Voilà pourquoi il faudrait attendre pour le dernier siècle que progresse l'histoire sociale avant d'entreprendre des études d'envergure sur les idéologies.

Serge GAGNON,  
*Univ. d'Ottawa.*

<sup>7</sup> J'ai évoqué au début les travaux reposant sur la méthode des influences. Les publications dans le style les Canadiens vus par les Français reposent sur les mêmes postulats méthodologiques. Dans ce domaine, deux modes ont prévalu: l'une, représentée par l'abbé Armand Yon, qui consistait à condamner les mauvais Français anticléricaux et à louer leurs adversaires; l'autre dont le livre de Jean Ménard sur Xavier Marmier est une bonne illustration, se contentant de citer ou de résumer fidèlement les jugements des Français. Ainsi Ménard nous défille une série de témoignages contradictoires sur le clergé canadien. Le problème qui se pose à la lecture de ces fichiers, c'est que nous ne savons pas identifier les auteurs des jugements de valeur. La thèse que prépare Sylvain Simard sur la perception française du destin canadien au XIX<sup>e</sup> siècle nous donnera enfin les diverses appartenances des témoins. Il en publie un important aperçu dans le no de septembre 1975 de la *R.H.A.F.*

<sup>8</sup> *Edouard-Raymond Fabre libraire et patriote canadien*, Mtl HMH, 1974.